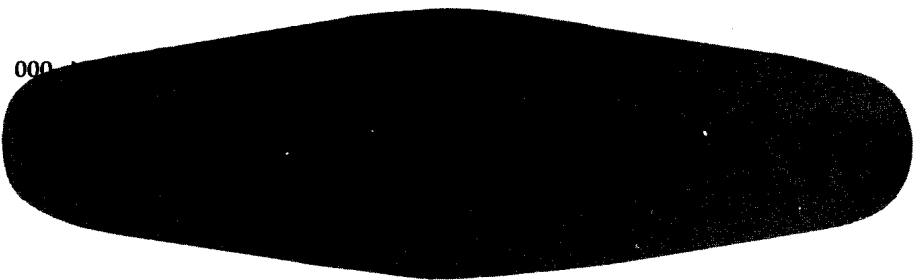


P O L E I N S T I T U T E



000

MOT D'INTRODUCTION

C'est avec un réel plaisir que POLE Institute présente à ses amis et partenaires, le numéro 00 de son périodique intitulé "Regards Croisés". Ce bulletin d'analyses est le fruit d'une réflexion et d'échanges entre les membres du "chem chem", notre organe d'inspiration.

POLE Institute est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Sud et du Nord-Kivu (République Démocratique du Congo) de contribuer à créer une société dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes.

Nous espérons que la lecture de ce premier numéro de Regards Croisés ouvrira un large cadre de débat et nous nous réjouissons d'avance de recevoir vos réactions.

Les pages qui suivent reflètent la richesse de la diversité des membres que compte en son sein POLE Institute. Les auteurs sont conscients de ne pas détenir toute la vérité sur ce qu'ils ont écrit. Par contre, ils souhaitent que leurs propos soient une source de questionnements de la part des uns et des autres pour leur enrichissement mutuel ainsi que celui des numéros suivants.

Même si les articles de Regards Croisés seront pour la plupart des fois écrits par les membres de l'Institut, nous encourageons toute autre personne éprise de l'esprit de dialogue et du respect de la différence de s'exprimer librement à travers les colonnes du périodique. L'important n'étant pas le fait d'être d'accord avec telle ou telle idée avancée, mais plutôt d'avoir le courage d'exprimer par écrit son désaccord.

Le contenu du présent numéro tourne autour de deux thèmes qui font l'objet de la recherche de l'Institut durant l'année 1998: le concept de frontière dans le sens large du terme et la gestion traditionnelle des conflits.

Le numéro 00 de notre périodique est offert à titre gracieux à nos lecteurs. Cependant, nous vous encourageons, selon votre convenance, à apporter vos contributions afin de nous permettre d'alléger les frais de production. Nous vous souhaitons une bonne lecture et une heureuse année 1998.

LA REDACTION

*LINDIRO KABIRIGI BUSHOKI
BATABIHA JOE LUSI
Christiane KAYSER Aloys
TEGERA*

Adresse:

République Démocratique du Congo

Rwanda

Goma
Télécel: 2438885641

Bukavu
P.O.Box 3323

Tél. / Fax: (250) 8 2171 ou 8 3676
P.O.Box 1097 KIGALI
32 GISENYI

E - mail : Poleinst 0 compuserve.com

1. LA MARQUE INDELEBILE DE L' EIC (Etat Indépendant du Congo)

Le Congo, dit actuellement Démocratique, serait-il continuellement poursuivi par l'ombre de débuts de sa création? Un observateur avisé de l'évolution de ce pays, de ses origines en tant qu'Etat jusqu'à nos jours, a droit de se poser cette question. C'est autour d'elle que ce texte cherche à développer une réflexion.

Vaste et aux richesses fabuleuses, l'Etat Congolais doit sa naissance à l'esprit d'aventure du deuxième roi du petit royaume de Belgique, Léopold II.

L'Europe de l'époque (dernières décennies du XIXe s) se rue vers la recherche de nouvelles sources de richesses. Le courant économique du libre échange est en vogue. Cependant, la Belgique n'a pas de projet d'aventure coloniale. Contrairement à ses puissants voisins, elle n'a pas de colonies. En outre, elle tient à son caractère neutre, surtout qu'elle vient d'échouer dans une tentative coloniale en Amérique latine.

Le roi Léopold II ne voit pas les choses de cet oeil. Personnage fort ambitieux, il affronte seul les grandes puissances et parvient d'une manière fort habile à s'attribuer un immense territoire au cœur de l'Afrique. Les conditions qui lui sont imposées ne l'empêcheront pas d'aller de l'avant. En effet, il devra accepter le jeu du libre échange dans sa colonie et considérer que le bassin du Congo est une zone de libre accès à tous les capitaux pour le commerce international. Ainsi en décide l'un des actes de la fameuse Conférence de Berlin (1885) qui consacre le partage de l'Afrique.

Durant cette conférence, le cas du Congo occupe une place de choix. De ce cas, les nations puissantes continueront à parlementer, mais le roi des Belges finira par constituer son Etat Indépendant du Congo.

Ce nouvel Etat est le fruit de tractations diplomatiques entre les puissances européennes et les Etats-Unis mais aussi de l'impérialisme financier. La colonisation du Congo se différencie ainsi de celle de plusieurs autres pays Africains de l'Ouest et du Sud. Ceux-ci ont d'abord connu des périodes pouvant être qualifiées de pré-impérialistes.

En plus, à la tête du Congo règne un roi tout puissant décidé à exploiter son "domaine" pour accroître ses propres richesses et éventuellement faire de la Belgique un Etat puissant. Un premier produit est vite mis en valeur : le caoutchouc. Son exploitation fournit d'énormes fonds au roi mais à un prix lourd pour les Congolais, obligés de travailler dans des conditions fort atroces dénoncées par quelques personnes ayant accès à l'information. Le roi s'appuie sur des groupes financiers pour mener à bien son oeuvre qui perturbe la société congolaise traditionnelle car les familles sont désintégréées à cause de recrutements massifs de main d'œuvre.

Faute des moyens suffisants pour assurer l'exploitation de sa colonie, le roi Léopold II est contraint de céder "sa propriété" à son royaume en 1908. Toutefois, avant de le faire il a le temps de garantir ses intérêts et ceux de sa famille à travers des multinationales comme l'Union minière et la Forminière.

Le Congo devient alors une colonie Belge. Même si le discours semble changer par rapport au nouveau type de colonisation à mettre en place, l'Etat Belge a l'ambition d'assurer au capital colonial le contrôle des ressources naturelles du Congo.

En effet, à côté de la mission dite salvatrice des âmes congolaises par les Eglises chrétiennes s'organise une surexploitation des richesses du sol et du sous sol congolais. La colonie doit fournir des quantités énormes de matières premières: cuivre, diamant, or, étain, huile de palme, caoutchouc, etc...

Les investissements belge dans des plantations et des entreprises minières déterminent les structures de l'économie congolaise.

Comme à l'époque léopoldienne, il se développe une certaine interdépendance entre l'Etat colonial et le capital financier. L'Etat joue un rôle d'arbitre entre les différents intérêts de ce capital tout en mobilisant à son profit la force du travail des congolais. Un appareil politico-administratif répressif se met en place notamment pour mobiliser cette force de travail dans le but d'accélérer l'accumulation du capital. Ainsi est créée une force armée qui portera le nom de "Force publique". La fonction de cette armée est répressive face aux populations locales. Le recrutement de ses membres se réalise souvent sur une base ethnique: les Bangala y détiennent une place prépondérante suivis de Batetela. L'armée doit veiller à maintenir sous le joug colonial certaines populations réticentes. Plusieurs révoltes seront étouffées dans le sang.

Les travaux dans les mines et dans les plantations d'une main d'œuvre de plus en plus abondante finiront par créer un véritable prolétariat.

Des centaines des milliers de Congolais sont privés de leurs moyens d'existence traditionnels. Leurs terres sont expropriées de force. Le vieux système agraire typiquement africain est écrasé par des sociétés financières qui reçoivent de l'Etat des millions d'hectares de bonnes terres. Des populations sont déportées jusqu'à recourir à ce même phénomène dans les pays voisins. C'est ainsi que le Burundi et le Rwanda vont offrir à l'Etat colonial une main d'œuvre parfois libre d'accepter le contrat mais souvent contrainte de laisser les terres de ses ancêtres pour se mettre au service des intérêts coloniaux. Les conséquences de ces mouvements de populations sont encore d'actualité jusqu'aujourd'hui.

Les deux guerres mondiales vont aggraver la situation de la surexploitation du Congo. Les efforts de guerre sont très coûteux et nécessitent que les industries minières et agricoles tournent à leur maximum. Le cuivre, l'uranium et le caoutchouc congolais vont servir aux alliés à fabriquer les armes de guerre.

L'histoire de cette période coloniale prépare l'époque postcoloniale. Le secteur financier, le gros commerce, la grande et moyenne production vont rester aux mains des étrangers.

La tendance à vouloir internationaliser le Congo en rapport avec des intérêts capitalistes souvent en conflit, comme au bon vieux temps léopoldien, peut expliquer la crise que connaît ce pays depuis son accession à l'indépendance. C'est dans ce

cadre que le Katanga déclare sa sécession. Cela rappelle la venue tardive de cette partie du Congo au sein de l'Etat Indépendant, à cause notamment de la convoitise dont elle était l'objet de la part de la puissance anglaise.

Après l'indépendance, le pays reste sous le contrôle et la dépendance des intérêts capitalistes étrangers. Ces derniers disposent de moyens de pression politiques et économiques forts déterminants.

La classe qui règne provient d'une petite bourgeoisie autochtone sans beaucoup d'assises dans la population. Cette nouvelle classe ne put s'attaquer qu'à certains secteurs faibles étrangers mais jamais elle n'osa s'affronter aux intérêts fondamentaux des trusts étrangers maintenant ainsi le pays dans sa vieille orientation extravertie. Les paysans formant la majeure partie de la population n'ont pas de place dans ce jeu d'intérêts multiples. Comme auparavant, ils subissent les lois du marché international mais aussi la force répressive d'une armée dont l'idéologie n'a pas changée. La force publique à la solde de l'Etat colonial s'est convertie en une armée dont le recrutement à base ethnique s'est aggravé, une armée doublée d'autres forces répressives au service du pouvoir dictatorial.

Le petit prolétariat dont le développement se faisait sentir à l'époque coloniale a cédé la place à un sous-prolétariat préférant quitter les villages pour aller gonfler les populations urbaines.

La petite bourgeoisie qui se mettait en place avant et peu après l'indépendance et qui pouvait être une base d'espoir pour un véritable changement a déçu tous les espoirs, spécialement sous le règne dictatorial de Mobutu. Le type de développement économique entrepris sous le régime de celui-ci profitait certes aux capitalistes étrangers mais aussi à un petit groupe de Congolais qui est parvenu à s'enrichir en jouant un rôle de relais de ces fameux intérêts. Mais pire encore, cette classe a saigné le pays sans penser à réinvestir à l'intérieur comme avait essayé de le faire l'Etat colonial.

Pour le moment, un vent nouveau a soufflé sur le Congo avec le départ de Mobutu et certains de ses nombreux collaborateurs. Le nouveau régime a déclaré tout haut avoir libéré le peuple congolais. Le défi va certainement être de mettre au clair le genre de libération dont il est question.

Car, il ne faut pas oublier que le Congo a toujours été victime de ses richesses, objets de convoitise de toutes parts. De tous les temps, le statut de ce grand pays fut sans cesse remis en cause selon l'évolution du rapport des forces, chaque puissance s'efforçant d'y acquérir de substantiels avantages.

Dans ce contexte, le discours du régime de Kabila pendant et après la guerre qui tourne autour de richesses minières congolaises nécessitant l'injection rapide des capitaux étrangers peut constituer un nouveau traquenard pour un observateur qui a bien lu l'histoire du Congo.

Faute d'une nouvelle inspiration, les nouveaux dirigeants courent le risque de replonger le pays dans la voie paraissant la plus facile: l'exploitation minière à outrance par des multinationales faisant miroiter leurs capacités de sortir le Congo de sa profonde crise. Ce risque est d'autant plus probable que le Congo attend toujours, avec de plus en plus d'impatience, de l'argent frais des bailleurs de fonds pas du tout pressés à soutenir ce grand malade. D'ailleurs d'ores et déjà certaines de ces multinationales sont en train de se livrer une guerre juridique, chacune voulant se saisir de la grande partie du gâteau.

Les conséquences de la situation décrite ci-dessus peuvent être multiples: la perpétuation du système de corruption qui avait déjà atteint des proportions inquiétantes, la sous-prolétarianisation de la population dont les conditions de vie sont actuellement fort déplorables et sans nul doute la déliquescence du pays entier. Or, un Congo Démocratique faible ne pourrait pas faire le bonheur de ses voisins.

La sortie du statu quo ne peut se faire sans l'existence des élites intellectuelles et politiques décidées à sauver leur patrie. A ce propos, de grands espoirs ne peuvent être permis aujourd'hui. Car, ces élites ne semblent pas sortir de leur léthargie en menant une véritable réflexion autocritique sur le passé tout en s'interrogeant sur des modèles reçus de l'extérieur et dont les limites sont connues. Par contre, elles ont pris l'habitude de se disputer le pouvoir entre elles en s'arrogant les unes après les autres la palme de "bons démocrates au service du peuple". A force d'être manipulé, ce concept se vide de son sens pour finir par représenter quelque chose qui ne colle pas à la réalité.

La tâche est gigantesque et il est plus que temps de se mettre à l'œuvre.

Lindiro KABIRIGI Janvier 1998

2. "Notre chance dans cette région c'est que nous sommes tellement différents et complémentaires."

Interview avec le docteur Jo Lusi (Goma, 28/11/97)

Le docteur Jo Lusi est un chirurgien originaire du Nord-Kivu et travaillant à l'hôpital Virunga à Goma. Il a été sur place pendant toute la durée de la guerre en continuant à opérer et à sauver des vies. Il a participé à la réunion de Bonn en mars 1997, rassemblant des intellectuels du Kivu. Il est membre fondateur de POLE Institute.

Nous l'avons interviewé chez lui à Goma le 28 décembre 1997.

Question: *Comment voyez-vous l'avenir de cette région sur fonds de ce que nous sommes en train de traverser?*

Nous avons la chance d'appartenir à cette région. J'ai toujours pensé que l'intellectuel c'est celui qui doit créer le changement. Un intellectuel qui ne crée pas le changement, il aurait mieux valu qu'il ne soit pas né.

Nous devons vivre dans un contexte où nous participons aux idées qui développent notre nation.

Notre chance dans cette région ici c'est que nous sommes tellement différents et complémentaires. La plupart des choses qui sont différentes entre nous sont des choses très positives. Nous devons partir du principe que nous sommes associés aux changements et à la reconstruction dans notre région au lieu de les subir comme des fatalités. En effet, les changements profonds qui ont eu lieu sont un avantage, car ils nous donnent de nouvelles opportunités. Mais partant de ces nouvelles opportunités nous devons planifier. Ce n'est pas un secret: nous savons tous qu'il faut d'abord créer un système.

Qu.: *Et ce système nous orienterait vers quel projet de société?*

On a souvent dit et tous les Congolais savent que le fédéralisme semble être la meilleure façon d'aider la base à participer au développement du pays. Les gens ont toujours négligé la base. L'exemple de feu Mobutu et de sa clique d'imbéciles: finalement ils ont échoué parce qu'ils avaient négligé cela.. Si l'on veut développer un pays, il faut développer les idées des gens qui sont à la base. Le moteur, la locomotive qui tire ce que pensent les gens à la base, ce sont les intellectuels.

Le système qui peut aider un pays à se développer doit être un système qui lutte contre la pauvreté. Un gouvernement digne de ce nom doit lutter contre la pauvreté, contre l'ignorance, contre la maladie et contre l'injustice. A partir du moment où un système de gouvernance ne lutte pas contre ces fléaux, la base a le droit de prendre les armes et de renverser ce système.

Je voudrais aussi un système où tout le monde se sente protégé. C'est cela que les gens négligent: d'abord il y a l'égalité entre les individus, les êtres humains, les gens sont égaux quels qu'ils soient. Cela s'appelle aussi Etat de droit. Si nous pouvons avoir un

système comme cela dans la région. A partir de ces structures les gens peuvent lutter contre la pauvreté.

Certains pensent que le grand vœu du Congo Démocratique c'est d'emporter beaucoup d'argent de la banque mondiale. Le Congo/Zaïre n'a besoin de l'aide que justement pour installer ces structures de sécurité pour tous. Pour le reste, il y a beaucoup de ressources locales.

Le pire est que dans toute la région des Grands Lacs les gens, surtout ceux au pouvoir, ont l'ambition de posséder les autres. Sous Mobutu nous étions devenus ses plantations, chaque région était devenue sa propriété privée. Cela n'a pas réussi et cela ne réussira jamais.

Avec un système qui casse cela, le peuple, les intellectuels, nous tous pouvons contribuer au développement.

Une autre chose est qu'il faut valoriser les gens où qu'ils soient. Il ne faut pas nécessairement être Kinois, vivre dans la capitale pour participer mieux ou pour avoir des titres. A mon avis, les gens qui devraient gérer le pays, devraient être des gens qui viennent du peuple, qui connaissent les problèmes du peuple, donc des régions. Dans notre pays, quand les gens sont à Kinshasa, ils pensent qu'ils sont une catégorie spéciale de citoyens, mieux que tous les autres.

Un autre problème est que l'on a beaucoup négligé le travail des médias. Des organismes non-gouvernementaux comme POLE Institute devraient beaucoup parler aux gens à travers toutes sortes de médias pour disséminer leurs idées, pour lutter contre les méfaits du tribalisme, faire valoir les bons côtés de la différence et de la pluralité. En ce moment je suis très favorablement impressionné par la radio de Goma: chaque matin on y parle de toutes les gaffes commises la nuit et cela nous aide beaucoup. Quand quelqu'un parle de tribalisme, on relève cela à la radio. Les autorités ont également mis en place un numéro de Télécél que l'on peut appeler chaque fois qu'il y a un problème. Ces choses-là aident à ce que cela devienne péjoratif de traiter quelqu'un selon son origine, cela devient une bassesse. Pour des choses comme cela, les médias peuvent aider. Les autorités doivent en être les catalyseurs. Pour moi le gouverneur d'une région peut et doit être une telle force positive.

Qu.: *Le changement au Congo est advenu en partant du Kivu et c'est justement l'ethnisme, l'exclusion d'une partie des populations qui a été le point de départ de cette guerre finalement aboutissant au renversement de la dictature de Mobutu et à un changement pour tout le pays. Est-ce que pour vous les Kivutiens ont aujourd'hui dépassé ce tribalisme ou est ce que l'exclusion continue? Si oui, comment pouvons-nous nous en sortir?*

Les gens qui étaient le moteur de ce changement ont eu en fait trop à faire. C'est comme si Kabila et son équipe ont fui le problème. Ils sont allés à Kinshasa où ils sont allés rencontrer d'autres problèmes. Ils ont laissé la brousse regagner le

terrain qu'ils avaient cultivé avant. En effet, ils n'ont pas vraiment laissé des structures qui luttent contre l'ethnisme. Je ne dirais même pas que c'est de leur faute. Ils n'ont pas déclaré clairement qu'on est dans une autonomie qui peut déjà s'organiser, qui peut déjà mettre en place des mécanismes pour lutter contre cela.

Mais nous, les gens qui pensent, ce que j'appelle les intellectuels, devraient continuer à se réunir et trouver des cadres comme POLE Institute où on peut régulièrement se rencontrer et partager nos idées. Nous devons mobiliser les intellectuels, les gens de tous les niveaux. Le gouvernement nous a laissé en arrière sans organisation. Les militaires c'est bien, mais ce n'est pas eux qui peuvent régler les problèmes, ce n'est pas la force qui peut tout solutionner. Les militaires ont tout intérêt à promouvoir l'économie. Mais il ne peut pas y avoir de développement économique si la population n'est pas réconciliée avec elle-même. Si je crois que les autorités me gèrent bien, je suis prêt à amener mes biens et à travailler en confiance. Si je n'ai pas confiance, je laisse mon argent à l'étranger. Nous avons beaucoup de riches au Nord Kivu qui ont des comptes surchargés à l'extérieur. Ils vont tous dire; je laisse d'abord mon argent à Dubai, en Ouganda, en Suisse, avant de voir clairement vers où les choses évoluent. A mon avis, il faut mobiliser toutes ces forces-là. Mais on ne le fera pas en augmentant les taxes douanières, en érigeant de plus en plus d'obstacles pour le passage de frontières.

Il y a encore beaucoup de situations de guerre dans la région. Mais aujourd'hui, je suis confiant que nous pouvons dépasser cela, car nous avons tous compris dans l'entre-temps que la guerre ne nous avancera à rien. Les gens qui font la guerre devraient se fatiguer eux-mêmes, car finalement, ils ne font que compter les morts. Personne n'y gagne.

Qu.: *Certains observateurs de la région. croient que la clé du développement du Nord Kivu seraient les alliances productives entre groupes, comme par exemple une alliance entre Tutsi et Nande. Qu'est-ce que vous en pensez?*

Nous sommes à peu près onze tribus au Kivu en fait. Les alliances concernent tout le monde. Les grandes tribus devraient aussi donner une place aux petites tribus. Je suis très convaincu que les gens ont par exemple peur des Tutsi, parce qu'ils sont quelque part convaincus que les Tutsi sont plus malins qu'eux. Moi, je verrais cela plutôt comme un avantage. Si je me trouve à côté d'un type qui est plus malin que moi, je voudrais étudier ce qui est bien dans son système et en profiter. Les Tutsi se comportent maintenant comme ceux qui ont remporté la victoire, mais malheureusement, leur malignité s'arrête là. S'ils cultivaient cela d'avantage, s'ils étaient plus malins, ils remporteraient la victoire tout en y associant les autres. Cela serait plus sucré. Les autres allaient les respecter. On ne peut pas être fort et bouffer seul. Il faut aussi associer les plus faibles. Sinon on devient faible soi-même.

Nous, les Kivutiens, avons aidé au changement pour tout le Congo, c'est en fait l'Est qui a gagné la victoire. Mais comme nous, les Kivutiens, nous sommes désorganisés, nous n'arrivons pas à nous associer pour faire un programme. Nous laissons Kabila faire cavalier seul et il est en train de tomber dans le piège de

vouloir diriger seul. Nous devons savoir que c'est de notre faute si cela n'avance pas, car un pays ne peut être dirigé par une seule tête ou une seule tribu.

Qu.: *Les Tutsi se défendent en disant qu'ils sont devenus victimes d'un anti-tutsisme qui est devenu beaucoup plus fort sur fonds de cette guerre du Congo. Comment peuvent-ils associer les autres s'ils se sentent encore et toujours exclus tout en ayant mené cette libération du Congo en première ligne?*

Aucun intellectuel de l'Est ne peut mettre en doute les avantages des Tutsi. Moi, de toutes les façons, j'ai grandi avec des Tutsi. J'ai même été attaqué d'être pro-Tutsi comme j'ai toujours travaillé avec eux. Mais je persiste à croire que chez nous, aucun vrai intellectuel ne peut prétendre que les Tutsi sont des étrangers, ne sont pas Congolais. Nous demandons aux Tutsi de nous organiser ensemble avec eux, de nous associer. Tout compte fait, le colonialisme n'est qu'une très fine pellicule sur les couches de notre longue histoire.

Il y aura toujours des tribus qui s'organiseront pour battre les autres. Après Kabila, peut-être que les Baluba et d'autres vont prendre le relais. Alors, pour sortir du cycle de la violence, les alliances sont nécessaires. Il faut d'abord organiser un groupe d'influence et de réflexion au Kivu pour créer une vision régionale et planétaire à la fois. Il faut nous organiser entre nous dans la région et en même temps nous ouvrir aux autres, aux pays voisins comme au monde. Pour nous battre contre la famine et la pauvreté nous pouvons, avec nos voisins, organiser le commerce, les études, la recherche. Cela va aider nos nations à sortir du moyen Âge.

Qu.: *La décentralisation est une idée chère à l'Institut POLE. Elle pourrait même aider à dépasser les problèmes tribaux de la région. Comment pouvons-nous aller vers cette décentralisation?*

A partir de notre force locale. Les tribus de l'Est peuvent facilement s'associer. Nous avons des différences, nous pouvons toujours avoir des accrochages, mais ces querelles sont dépassés.

Les gens non militaristes, les libre penseurs, doivent s'unir et faire un programme pour les vingt ans à venir. Il n'est pas interdit de rêver. C'est ne pas rêver qui est dangereux. Faisons un programme et unissons-nous. Ma mère m'a toujours dit: "Si tu fais ce qui est juste, aucune loi ne pourra s'opposer à toi." J'en ai fait mon modus vivendi. Je suis en train de demander aux grands commerçants de nous prêter de l'argent pour que nous, les intellectuels des divers groupes ethniques, puissions nous asseoir ensemble quelque part au calme et réfléchir pour établir le programme de vingt ans. Ce sera une suite de notre réunion de Bonn. Sans idées un pays ne peut avancer.

Qu.: *Qu'est-ce que vous pensez du problème de la surpopulation? de quelle façon les gens peuvent-ils gagner autrement leur vie s'il n'y a pas assez de terre pour tous?*

Certains pensent que le vrai problème ici c'est la surpopulation. Ma femme y croit beaucoup. On m'a également appris cela mais moi, je n'y crois pas. Pour moi, le capital ce sont les forces qui génèrent les richesses. Il n'y a pas de meilleur capital que les ressources humaines, même la Banque Mondiale vient de reconnaître cela. Plus on a de ressources humaines, plus on va vite et loin. Alors finalement, la population est une richesse. Je veux dire: une bonne population. Si vous avez seulement une population qui a le SIDA, des gens mal formés, etc. , là ils vous pèsent. Pour moi, le planning familial ne veut pas dire réduire les naissances, cela veut simplement dire, avoir des enfants en bonne santé. Il faut avoir beaucoup de gens en bonne santé qui peuvent contribuer au développement. Tant que la population raisonne en termes de terre, (il a pris mon champ, il a pris ma maison...), cela devient très dangereux. C'est comme si vous mettez beaucoup de lapins dans la même case, finalement cela barde. Si vous augmentez le nombre des cases, les lapins se multiplient, sont en bonne santé. Nos populations ici souffrent de ce que nous les coffrons dans des petites terres et nous leur disons: Restez là-bas! Mais si nous leur facilitons le déplacement, si quelqu'un peut quitter Goma pour Butembo en sachant qu'il va arriver sans problèmes, si un Tutsi peut aller vivre à Kisangani en sachant que les gens vont le traiter comme tous les autres, si un Nande peut être au Rwanda ou au Burundi sans être traité d'Interahamwe ou de dingue, vous allez vous étonner de voir que ces gens vont produire de l'argent et des richesses au lieu de vivre misérablement. La circulation est très importante. Il faut que les gens puissent aller où ils veulent, qu'ils puissent transporter le résultat de leur travail.

Il y a aussi complémentarité des facultés des gens qui apparaît dès qu'ils se connaissent mieux et commencent à travailler ensemble. Par exemple, tous les Tutsi aisés que je connais font des pieds et des mains pour avoir un employé nande pour faire la cuisine et s'occuper de la maison. Tous les riches Nande essayent par tous les moyens d'avoir des bergers tutsi. Avec cette complémentarité les gens peuvent trouver des emplois même loin de chez eux, ce qui désengorge les endroits trop peuplés. Nous cherchons certaines qualités les uns chez les autres. Je ne connais pas de vrais riches qui ont fait leur argent chez eux. Normalement, l'on se déplace ailleurs et rentre après, quand on a gagné de l'argent.

On a besoin de visions régionales, faciliter la libre circulation des personnes et des biens et assurer la sécurité des gens même quand ils changent de région.

Qu.: *Vous semblez insister sur le rôle positif des intellectuels. On peut également voir que souvent les intellectuels utilisent le tribalisme pour manipuler les populations et s'assurer des avantages. Partagez-vous cette analyse?*

Cela est arrivé et peut arriver. Mais la vraie richesse ce sont les ressources humaines. En ce moment nous demandons aux autres pays de nous aider dans le "capacity building", le développement de capacités chez nos populations. C'est cela qui nous fait cruellement défaut. Nous n'avons pas assez de gens qui peuvent réfléchir au chemin que nous empruntons, à ce qu'il nous faut dans notre pays. Le 'capacity building' correspond donc à former des gens capables de raisonner et de donner des orientations à leurs nations. En ce

moment la région des Grands Lacs avance comme un avion en plein vol sans boussole. Nous attendons jusqu'à ce que les Interahamwe nous frappent encore, jusqu'à ce que le carburant soit fini et on s'écrase.

Les intellectuels sont écoutés par les masses de population, il faut donc les associer au "capacity building", que personne ne se sente exclu et qu'ils soient sur les rails et donnent de bonnes informations à leurs populations au lieu de les désinformer et de les manipuler.

Qu.: *Le problème de l'insécurité continue à miner la région et à empêcher tout progrès. Comment pouvons-nous sortir de cette insécurité qui dure déjà trop longtemps?*

Je considère que c'est vraiment un mauvais nuage qui va passer très vite. C'est surtout lié au fait que beaucoup de gens des milices et anciennes forces armées sont restés dans la forêt.

Il faut se concentrer sur les choses positives pour lutter contre cette insécurité. Si les gens sont payés, si les écoles marchent normalement, si la libre circulation existe, malgré certains incidents, si nous avons des autorités qui ont vraiment l'esprit large, si on utilise les médias pour expliquer les problèmes à la population, nous allons progresser. Je suis sûr que les Eglises, les écoles, les médias sont les meilleures armes à utiliser pour cette campagne. Nous n'avons pas encore assez utilisé ces moyens. Quand il y a des tueries comme à Mudende ou vers ici, les autorités n'arrivent pas encore à les dénoncer comme il faut. Ils en parlent trop timidement. Cela donnerait une orientation à la population. Si vous voulez que les choses atteignent les familles, il faut en parler dans les écoles, au marché, dans les églises et à la radio. Il faut que les gens sachent que les tueries, les massacres sont inacceptables. Si nous condamnons cela tous sans réserves, les tueurs seront de plus en plus isolés et les populations se tourneront contre eux, notamment contre les milices génocidaires et tout autre groupe qui tue.

Docteur Lusi, nous vous remercions.

3. Démocratie et gestion de conflits: ces nouveaux éléphants blancs. Un travail interculturel s'impose

Depuis une quinzaine d'années, les pays bailleurs de fond; poussent les pays africains à la démocratisation et en font souvent une condition pour octroyer de l'aide. En même temps, nous assistons à un regain de violence et de guerres de pouvoir dans de nombreux pays "en voie de démocratisation". Les médias internationaux et les opinions publiques du Nord concluent souvent de façon très légère et à mi-voix que "les Africains ne sont pas prêts à la démocratie", "ce sont des barbares qu s'entretuent on ne sait pas pourquoi". L'afropessimisme condamne le continent noir à la dérive irréversible sans analyser certaines questions fondamentales. Tout comme les organisations de Bretton Woods octroyent des "recettes de développement", on a maintenant tendance à décréter des recettes de gestion de conflit et de démocratisation. Les conflits sont souvent réduits à des schémas (ethniques ou autres) et l'on ne se penche pas sur les complexités trop fatigantes. Je voudrais ici passer en revue certains de ces dogmes et attirer l'attention sur le vaste abîme entre les principes déclarés par les bailleurs et les réalités.

1. Démocratie = élections?

Un pays africain qui veut aujourd'hui bénéficier de l'aide internationale est obligé d'organiser des élections ou au moins de les préparer. On a vu du Zaïre de Mobutu jusqu'au Togo de Eyadema combien ce cheminement vers les élections est souvent un théâtre même sanglant qui exacerbe les rivalités entre différentes factions ne faisant aucun pas vers la construction d'une démocratie digne de ce nom.

On constate qu'à chaque fois qu'une échéance électorale approche, les tensions et les violences dans bon nombre de pays augmentent et cela peut dégénérer en guerre de clans ou de factions.

L'exemple du Congo-Brazzaville où le président élu Lissouba a été évincé du pouvoir par les armes sans qu'aucune puissance étrangère ne crie au coup d'État est parlant. La France qui monte encore sur ses grands chevaux pour condamner Kabila et tous ceux qui l'ont aidé pour avoir délogé le dictateur Mobutu par les armes, a gardé le silence, car elle y trouvait son compte dans la lutte d'influence en Afrique.

Néanmoins, les dirigeants africains, y compris Kabila et Sassou Nguesso, sont jugés par la communauté internationale selon la mise en place des calendriers les amenant vers des élections. La "démocratisation" est le critère qui sépare les "bons" des "mauvais". Et si tout cela n'était qu'un grand cirque guignolesque?

Pour éviter qu'un système dit démocratique ne dégénère en lutte de factions rivales pour le pouvoir en laissant pour compte les populations, la démarche de démocratisation doit être basée sur des mécanismes de négociation entre différents groupes d'intérêt dans la

société. Ces groupes peuvent se définir en termes économiques, socio-politiques, géopolitiques, ethniques ou autres, mais toujours autour d'intérêts communs en conflit avec ceux d'autres groupes. Tant qu'on ne travaille pas à pouvoir mettre sur la table ces différents intérêts et à amorcer des façons de les négocier, on ne peut parler d'une avancée vers la démocratie, même si l'on organise des élections tous les six mois.

Or, un grand nombre de cultures africaines ont une longue tradition de négociation. Au lieu d'aveuglément appliquer des recettes venues d'ailleurs, il serait grand temps d'y puiser pour développer des mécanismes de négociation viables, même si ceux-ci ne correspondent pas nécessairement aux critères des bailleurs.

Les sociétés en mutation comme le sont la plupart des sociétés africaines génèrent des groupements et regroupements divers entre personnes dont les intérêts se rejoignent à un moment ou un autre. Les agriculteurs et les éleveurs ont des intérêts opposés depuis longtemps, les gens des villes et de la campagne de même, les soldats et les civils, les montagnards et les gens des plaines, les gens des ONG et les fonctionnaires d'État, ceux qui sont au pouvoir et ceux qui sont dirigés, etc. Aujourd'hui l'allégeance d'une personne à un de ces groupes peut changer sans que la personne change d'ethnie. Les lignes de partage économique se déplacent, les solidarités culturelles et ethniques peuvent s'effriter. Dès lors, les vraies questions à adresser sont: Comment accompagner et stabiliser ces évolutions? Comment les fructifier pour un développement démocratique partant de la base?

2. Les conflits dans les Grands Lacs sont-ils ethniques ?

La lecture purement ethnique des conflits dans les Grands Lacs est nuisible, car elle réduit les motivations des gens à des solidarités ethniques innées et immuables. Or, le génocide rwandais, pour ne citer que l'exemple le plus connu, a été perpétré par une clique de gens s'accrochant au pouvoir et qui, à cet effet, ont manipulé et mobilisé une bonne partie des populations désœuvrées. Au départ, ce conflit était donc un conflit de pouvoir, mais qui a perpétré une idéologie raciste et d'exclusion. De 1994 à 1996, cette idéologie, dont les racines sont héritées de l'époque coloniale, a été renforcée et affinée dans les camps de réfugiés au Zaïre et en Tanzanie. Aujourd'hui que la grande majorité des réfugiés hutu sont rentrés au pays, cette logique d'exclusion fait des ravages et les murs entre les Rwandais hutu et tutsi qui sont même souvent du même clan, qui se sont mariés entre eux, qui se sentent liés à la même région de leur pays, sont devenus presque infranchissables. Ce sont des frontières rappelant la ligne de démarcation entre les deux Allemagnes. Sauf qu'au Rwanda, elles se trouvent à l'intérieur d'un même pays et s'érigent entre des individus étiquetés ethniquement.

Alors qu'en Europe le mur de Berlin est tombé, les différents pays cherchent d'une façon ou d'une autre une intégration dans une communauté régionale pour mieux vivre et survivre, dans la Région des Grands Lacs, s'érigent de nombreuses frontières entre individus, groupes ethniques et pays, frontières qui nuisent à l'épanouissement de la région et semblent imposer des logiques militaires, là où il faudrait des logiques de développement.

Comment rendre ces murs perméables et franchissables? Comment reconstruire une confiance détruite par les manipulations des politiciens, par le génocide, par les massacres? Comment aboutir à une transfrontalièreté entre les individus, les groupes, les pays d'une même région tout en respectant l'identité de chacun?

Le plus effroyable est que dans la Région des Grands Lacs, la méfiance et la haine entre des groupes de gens est manipulée par certains; par exemple pour des objectifs de reconquête du pouvoir au Rwanda, comme au Congo-Zaïre. Ceux qui aujourd'hui livrent des armes aux miliciens interahamwe, ceux qui les encouragent à continuer dans leur folie meurtrière, ceux qui s'allient à eux, devront un jour se justifier devant l'histoire. Réduire les jeux d'intérêts des puissances internationales, comme des groupes de pouvoir locaux et régionaux, à une animosité tribale quasiment innée entre différents groupes contribue à renforcer le problème au lieu d'amorcer des pas vers des solutions .

Il s'avère donc nécessaire d'analyser les conflits dits ethniques dans les Grands Lacs en terme d'intérêts, de pouvoir et autres, des différentes élites et des populations de cette région.

Il faut analyser plus profondément l'histoire des peuples de la région et leurs mécanismes de survie et de gestion de conflits.

La poursuite de telles recherches pourra déboucher sur des initiatives de dialogue dignes de ce nom.

3. La gestion des conflits: un amas de techniques?

Depuis un certain temps, les initiatives pour la paix, les ateliers sur la gestion des conflits pullulent. On a souvent l'impression, que la gestion des conflits est surtout une affaire de maîtrise de techniques et qu'avec un peu de bonne volonté et beaucoup de sessions de formation, on y arrivera. Or, dans la plupart des cas, ces exercices sont faits loin des zones "chaudes" sans participation des premiers concernés.

Malheureusement aussi, on ne se donne que rarement la peine de se pencher sur les divergences d'intérêt réelles ou manipulées qui opposent les parties en conflit. Au lieu d'appliquer des techniques toutes faites, ne serait-il pas plus opportun de d'abord identifier les types de conflits, les parties concernées, leurs rôles et leurs intérêts, les façons de régler des conflits par le passé, les obstacles à une résolution? Tout cela devrait être fait ensemble avec les parties concernées. Cela peut aider également à dégager les énergies positives résultant des conflits, car le conflit est contraire de stagnation et peut permettre aux individus comme aux groupes d'avancer, d'évoluer.

La gestion des conflits est un processus à chaque fois réinventé par les parties en conflit et prenant en compte leurs intérêts divergents et communs. Il n'y a pas de recette toute faite. Mais comment y arriver, si la confiance entre populations est détruite à tel point qu'on ne peut même plus se parler, si les conflits sont tellement exacerbés que le langage des armes est le seul à être entendu?

Ces questions nous interpellent dans POLE Institute. Nous ne trouverons les solutions qu'en renforçant la confiance entre nous, en nous parlant franchement, en faisant un bout de chemin ensemble, si pénible soit-il, en croisant nos regards. Nous sommes persuadés que ce sont nos différences, nos richesses interculturelles, au-delà de nos limites, qui nous permettront d'aller de l'avant.

Christiane Kayser,

17/1/98

4. LA GESTION TRADITIONNELLE DES CONFLITS: UNE ENQUETE AUPRES DES POPULATIONS AUTOUR DES VOLCANS (VIRUNGA).

L'idée de faire une recherche sur la gestion traditionnelle des conflits dans les Grands Lacs est née d'un constat amer. L'histoire récente de la Sous-Région est marquée par le refus de l'autre allant jusqu'à l'exclusion totale voire à l'élimination physique d'individus ou une partie d'un groupe humain (ou ethnique) au nom de la différence. C'est comme si tout d'un coup les différentes communautés de la région se découvrent des frères ennemis irréconciliables et impossible de cohabiter ensemble.

Et pourtant leur histoire commune est riche et jonchée des personnalités illustres qui non seulement ont marqué la mémoire collective, mais aussi permis une interaction entre les divers groupes de la Sous-Région surtout depuis le XVI^{ème} siècle. Une période intéressante dans la zone interlacustre au cours de laquelle l'inégalité des forces entre les différents rois de la région était négligeable, l'affaiblissement de l'un provoquant l'occupation par son voisin d'une partie de son territoire. L'œuvre d'Alexis Kagame(1), montre comment le déclin du roi du Rwanda Ndahiro II Cyamatare donna l'occasion au roi des Shi Ntsibura d'attaquer son pays et d'occuper pendant onze ans une partie de son royaume. Les travaux de Hangi Shamamba(2) et de Ngirabatware(3) nous présentent la figure de Kinyungu, le premier roi des Hunde et fondateur de plusieurs principautés hunde délogeant le chef pygmée Huruuru pour installer sa capitale à Kalembera dans l'actuel Masisi. Une autre tradition hunde soutient que Kinyungu aurait étendu son influence en soumettant le Bwisha, le Bugoyi, Ruhengeri et Marangara, territoires rwandais à l'époque et livrant bataille au roi du Rwanda à Munini et Rubengera⁽⁴⁾. Il est évident que ces contacts séculaires même si présentés sous leurs formes martiales ont donné naissance à plusieurs échanges, notamment matrimoniaux, tissant ainsi les liens entre les différentes communautés de la région. Vouloir présenter la crise actuelle que traverse la Sous-Région comme une impasse sans issue, c'est sous estimer sa longue histoire à travers laquelle elle a pu trouver des solutions à ses conflits. Faut-il encore concéder que le genre des conflits traditionnels n'ont aucun parallèle avec le radicalisme moderne de l'exclusion débouchant sur le génocide. Ce qui laisse croire que l'impact colonial et l'introduction de l'Etat moderne ont largement contribué à ces formes de radicalisme. Les frontières administratives fixées par des traités entre blancs sans consulter les populations locales se veulent à la fois des frontières culturelles. Ce qui est ridicule même quand les héritiers locaux d'aujourd'hui acceptent de se laisser prendre au piège.

Il est impératif d'interroger les sources orales et écrites disponibles aujourd'hui pour dégager les formes des relations qui ont caractérisé cette Sous-Région. Dans cet article, nous porterons notre attention sur les types des conflits traditionnels et les solutions trouvées pour les résoudre. La circonscription de notre enquête se limite aux populations vivant sur les deux versants de la chaîne des volcans, c'est dire la région Nord-Ouest du Rwanda et le Nord-Kivu au Congo Démocratique. Les personnes interrogées retracent leurs origines lointaines dans la région autour de la chaîne des volcans. Leurs ancêtres ont vécu pendant longtemps sur le versant congolais des volcans et plus particulièrement sur la

colline Buhumba (actuellement en zone de Goma) avant de s'installer dans le Gishari (Nord-Kivu) à la recherche des pâturages et des sources salées (Iriba) pour leurs troupeaux. Leur mémoire ne va pas pour la plupart au-delà du début de ce siècle. Mais le type des conflits et des relations entre individus du même groupe ou des groupes différents démontrent combien la simplification de la crise actuelle dans les Grands Lacs aux conflits ethniques est trop réductrice et occulte le fait que la différence de mode d'économie entre groupes avoisinants, le contrôle des ressources et la recherche d'hégémonie entre chefs rivaux ont toujours caractérisé les conflits entre groupes humains ici et ailleurs.

TYPOLOGIE DES CONFLITS SELON LES SOURCES INTERROGÉES

a) Conflits entre modes d'économie

L'histoire de Buguri, du clan des Bakono, est assez parlante. C'est l'arrière grand-père du père de mon interlocuteur né vers 1925. Si nous comptons 30 ans pour chaque génération, Buguri doit avoir vécu autour de 1805. Les descendants de Buguri parlent de lui comme d'un excellent berger qui n'avait pas d'équivalent. Il a vécu avec sa première femme dans le Mulera (actuel Rwanda). Il faisait habituellement paître son troupeau sur le versant rwandais de la chaîne des volcans comme beaucoup d'autres. Un jour, il se retrouva sur le volcan Nyamushwi que d'autres sources appellent Rweri-Nyange et qu'aujourd'hui on nomme Nyiragongo à la recherche des pâturages. Il trouva certaines vallées sur les flancs du volcan intéressantes et décida d'y garder ses vaches.

Il y avait une famille de chasseurs-agriculteurs qui vivaient au pied du même volcan. Un jour, quand ces chasseurs montèrent sur le flanc du volcan à la recherche du gibier, le berger Buguri qui se trouvait en hauteur commença à leur jeter des pierres. Ces derniers se demandèrent ce qui leur arrivait et qui était celui qui leur jetait les pierres. Les chasseurs rebroussèrent chemin et allèrent à la maison raconter à leur vieux père comment un inconnu leur avait jeté les pierres alors qu'ils poursuivaient un gibier. Le lendemain les chasseurs essayèrent encore une fois de monter le flanc du volcan à la poursuite du gibier mais l'inconnu leur jeta encore une fois les pierres. Les mêmes incidents se répétèrent plusieurs fois. Le vieux chasseur décida de savoir ce qui se passait. Il prit avec lui unealebasse de bière de banane et du tabac et commença à monter le flanc du volcan. Quand il s'approcha de l'endroit où Buguri faisait paître son troupeau, ce dernier roula une grosse pierre. Le vieux chasseur évita la pierre se mettant à l'écart du projectile. Cependant avant de redescendre le flanc, il plaça laalebasse de bière et le tabac à un endroit visible pour que l'inconnu les retrouve. Buguri continua à jeter les pierres et finit par s'approcher de laalebasse de bière et du tabac. Il prit laalebasse, but la bière et fuma le tabac. Le vieux chasseur revint peu après et plaça au même endroit une autrealebasse de bière et du tabac et se cacha non loin de la place. Buguri vint, prit laalebasse, commença à boire. Quand il en avait assez bu et qu'il s'endormit, le vieux chasseur s'approcha de Buguri en sommeil, prit sa lance, son marteau et son épée, les cacha en attendant qu'il se réveille. Quand Buguri sortit de son sommeil, il chercha ses armes mais ne les trouva pas. Troublé, il commença à fouiller partout. Voyant son trouble, le vieux chasseur s'approcha et lui dit de ne pas trop s'inquiéter, qu'il avait lui même pris ses armes, mais qu'il désirait lui demander un libre passage pour aller à la chasse comme il en avait l'habitude. En échange, le vieux chasseur lui proposa un pacte de sang et un morceau de son

champ. Buguri accepta la proposition, conclut l'alliance avec le vieux chasseur. Ils vivèrent ensemble en paix chacun vaquant à ses activités.

Les descendants de Bitangaro, un des fils de Buguri qui allèrent chercher les pâturages et une source salée nommée "Cyebumba" dans le Bunyungu en pays hunde n'eurent pas de succès. Ils furent tous tués et leurs vaches confisquées. Seuls Nkuriyinka et sa sœur Nyirankuke réussirent à s'échapper.

Il est évident que la différence entre deux modes d'économie sur un espace restreint peut être à la base des conflits. Dans l'histoire de Buguri et du vieux chasseur il s'agit d'un conflit entre un chasseur et un éleveur. Le même genre de conflit entre un agriculteur et un éleveur est assez fréquent. Il s'agit moins de l'incompatibilité entre deux modes d'économie que du contrôle de l'espace. Et il y a comme une sorte de seuil de tolérance qui permet un règlement de conflit de façon pacifique entre les protagonistes en partageant l'espace et en renforçant les liens de bon voisinage par certaines formes d'alliance du sang ou matrimoniale. Quand les couples se multiplient et que l'espace devient de plus en plus insuffisant, les enfants sont obligés de se déplacer ailleurs à la recherche d'un nouvel espace de production.

b) conflit entre individus pratiquant un même mode d'économie.

L'histoire de Rubanzabigwi, un Tutsi du clan des bakono, se passe vers 1922. Il habitait à Buhumba dans l'actuelle chefferie des Bakumu en zone de Goma. Il alla au Gishari (dans l'actuel Nord-Kivu) à la recherche des pâturages pour son troupeau. Il fut bien reçu par le chef hunde Kayembe avec lequel il conclut un pacte de sang. Il alla s'installer sur la colline de Ruhaze où il trouva d'autres Tutsi qui y vivaient: Munana, Buhungu, et Rutoke du clan des Basinga; Munyanshongore du clan des Bagambira; et Byavu du clan des Batsobe. Notre enquête n'a pas encore établi la période de l'arrivée de ces derniers dans le Gishari. Mais il semblerait qu'ils auraient défendu le territoire de Gishari contre les bandes esclavagistes de Lukundula vers la fin du XIXème siècle ensemble avec leur chef Kayembe. Quand ils furent vaincus, ils se réfugièrent avec le chef Kayembe dans la région de Kanage (actuel Rwanda) où d'ailleurs fut né son fils Bulenda qui devint plus tard le chef du groupement Washali-Kayembe.

Ainsi, ces Tutsi qui habitaient sur la colline de Ruhaze avant Rubanzabigwi n'apprécièrent pas le fait qu'il ait conclu un pacte de sang avec le chef Kayembe sans avoir été présenté par eux et sans demander leurs services. Ils tentèrent de le marginaliser en refusant que leurs troupeaux ne se mélangent ni le jour ni la nuit et que s'il arrivait que Rubanzabigwi serait attaqué par un animal féroce ou autre chose, personne ne devrait le secourir.

Quand le chef Kayembe l'apprit, il lui accorda la colline voisine de Gatovu où il alla s'installer en attendant que ses frères le rejoignent.

Un autre conflit du genre entre M. Kazoza du clan des Babanda et M. Mwangacucu du clan des Bagambira fut réglé à l'amiable par les responsables

lignagers en 1987. L'histoire se passe à Kalonge en zone de Masisi. Leurs grands-pères avaient vécu ensemble sans difficultés sur un champ que l'un d'entre eux avait reçu du chef hunde Kayembe. Quand M. Kazoza se sentit évincé sur une propriété dont il était convaincu qu'elle appartenait au départ à son grand-père, il tenta un procès qui débuta en 1958. Après trois décennies sans succès et avec beaucoup de pertes matérielles, les deux protagonistes acceptèrent que quelques responsables lignagers se saisissent de leur affaire. Ces derniers firent une enquête auprès des familles hutu qui confirmèrent que le grand-père de M. Kazoza avait reçu le champ du chef Kayembe, mais qu'il avait cédé une partie de son champ à son ami. Le champ fut délimité par ces responsables lignagers et le verdict sembla satisfaire les deux camps.

Le conflit d'intérêts et de contrôle des ressources entre individus partageant un même mode d'économie relativise la tendance dans la Sous-Région qui préfère voir et analyser les conflits sociaux sur une base ethnique. Le rôle d'arbitrage que peuvent jouer le chef ou les témoins d'un autre groupe différent des protagonistes est important.

C) conflit d'hégémonie politique.

Il y a une documentation assez riche sur la guerre d'influence entre chefs rivaux auprès des autorités belges surtout entre 1920 et 1959. Ce qui est remarquable c'est le jeu d'alliance pour ou contre tel chef qui ne se joue pas nécessairement sur les bases ethniques. Nous nous limitons à quelques exemples seulement.

Quand dans les années trente il y eut un conflit d'ordre hégémonique entre le grand chef des Bahunde M. Kalinda et le chef hunde Kayembe dans l'actuel groupement des WashaliKayembe en Zone de Masisi, le grand chef Kalinda préféra la nomination d'un Tutsi, M. Munyazesa du clan des Baha pour diriger la chefferie et obtint que le chef Kayembe soit exilé à Beni.

En 1956, quand le chef de la chefferie Banyarwanda du Gishari (Nord-Kivu), M. Wilfrid Bucyanayandi, fut destitué et que les autorités belges décidèrent que la chefferie dépende du mwami Kalinda, un conflit opposa ce dernier au fils de Kayembe, Petro Bulenda, qui réclamait le droit de succession et la juridiction sur la chefferie Banyarwanda de Gishari. Selon les sources interrogées, Petro Bulenda chercha appui de certains Tutsi qui avaient vécu avec son père Kayembe. Ainsi Rusengamihigo et Mushumba du clan des bakono, Buhungu du clan des basinga, Rukara du clan des bega, et Sebatekera du clan des babanda furent ses témoins dans ce conflit.

En 1959, quand le grand chef Kalinda demanda aux autorités coloniales de ne pas accorder aux immigrants banyarwanda le droit d'être élus au suffrage universel et que lui-même nommerait les conseillers Banyarwanda, il fut désavoué par les chefs coutumiers des groupements: Washali-Bafuna, Washali-Kayembe, et Washali - Mokoto dans leur lettre du 29 octobre dans laquelle ils reconnaissaient les mêmes droits et devoirs aux Banyarwanda comme à tous les autres citoyens.

Les luttes d'influence ou d'intérêts sont normales voire nécessaires pour des communautés d'hommes et des femmes vivant ensemble. L'important c'est la mise en place d'un cadre de régulation. La tradition recourait aux alliances matrimoniales et de sang comme porte de sortie à certains conflits.

L'autorité morale des responsables lignagers garde toujours son importance et face au déficit de l'Etat moderne, parvient à trouver un consensus et des solutions à certains différends entre membres du même groupe. Ceci n'est pas toujours le cas dans ce que nous avons appelé le radicalisme moderne de l'exclusion allant jusqu'au génocide. Dans un récent entretien avec un maire hutu de la région du Bugoyi (actuel Rwanda), il raconte comment il a recouru à l'autorité morale des responsables lignagers pour faire la liaison avec les groupes armés composés essentiellement des milices interahamwe et ex-FAR. Ces derniers ont vu ces responsables lignagers comme des traîtres à leur cause et ont commencé à tuer certains parmi eux. Dans ce qui semble une culture de la mort désormais bien enracinée dans la région, en définitive quelle marge reste-t-elle à cette autorité morale traditionnelle?

La même interrogation vaut pour une autre forme traditionnelle de règlement des conflits connu sous le nom de "GACACA". En cas d'un différent entre membres du groupe, le "Gacaca" composé de sages et souvent de responsables lignagers pouvait se réunir, juger et imposer des sanctions (Icyiru) en faveur de la partie lésée. Selon nos enquêtes, même dans le cas d'un meurtre, les responsables lignagers autour de la région des volcans préféraient imposer une sanction (Icyiru et habituellement une vache de compensation) plutôt que prôner la vengeance (Guhora). Après le génocide rwandais du printemps 94, il y a eu un débat entre intellectuels pour voir en quoi le "Gacaca" traditionnel pourrait contribuer à l'effort de réconciliation. Il semblerait que le crime contre l'humanité va au-delà de ce qu'une forme traditionnelle de règlement des conflits comme le "Gacaca" pourrait gérer.

Au Rwanda et ailleurs dans la zone interlacustre, les sociétés traditionnelles à forte inégalité sociale avaient aussi un culte religieux qui servait "d'amortisseur des tensions sociales". Il s'agit du culte de "UKUBANDWA". C'est un des rites de la religion traditionnelle où toutes les catégories sociales confondues se retrouvaient et au cours duquel il y avait la possibilité d'inversion des rôles et des statuts sociaux. Dans ce culte, les initiés appelés "IMANDWA" pouvaient jouer au roi et le roi était traité de sujet. Ce génie de la religion traditionnelle d'inverser les rôles et les statuts sociaux même si c'était dans sa forme symbolique plutôt que réelle fut une façon excellente de canalisation des tensions et frustrations. Un rôle que les religions modernes à prétention universaliste sont loin de jouer.

Il y avait d'autres formes "d'amortisseurs des tensions sociales" telles les relations de plaisanterie "GUTERANA UBUSE" en langue Kinyarwanda ou "BUTANT" en langue swahili à travers lesquelles les membres des clans opposés en conflits trouvaient une sorte de soupape d'échappement et parvenaient à se dire des vérités désagréables. Il semblerait même qu'une telle relation de plaisanterie existe entre les Banyarwanda et les Bavira.

Dans les nouvelles sociétés politiques, la manipulation des sentiments d'appartenance ethnique est un fait et semble être un moyen efficace de

mobilisation. Cependant, un conflit présenté comme externe au groupe donné cache souvent des rivalités internes au même groupe. Mais les conflits sont aussi signes de vie. Encore faut-il accepter de les regarder en face et de les affronter. Les sociétés traditionnelles ont su gérer ces conflits à leur façon. Les nouvelles sociétés politiques devraient réaliser qu'elles se sont inscrites dans ces espaces sociaux hautement complexes. Ne faudrait-il pas qu'elles apprennent en peu du passé pour résoudre nos conflits actuels plutôt que les présenter comme un cul-de-sac infranchissable?

Aloys TEGERA
Janvier 1998

(1) Alexis Kagame, Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda, Butare, 1972

(2) Hangi Shamamba, Histoire des Bahunde, I.P.N. Kinshasa, 1972

(3) Ngirabatware Cyubahiro, Héritage colonial Histoire des ethnies frontalières du Zaïre: le cas des Hutu et des Tutsi du Kivu, Kinshasa, 1989

(4) Etude de la circonscription des Bahunde, inédit, cité par Ngirabatware, op. cit.

5. FRONTIERES ET TRANSFRONTALIERETE

Une réflexion

Un bon matin je me rendais en Ouganda. Avec des gamins autour de moi. Une fois arrivés à la frontière de Bunagana, ils virent le panneau indiquant les distances qui séparent le poste des grandes agglomérations ougandaises jusqu'à Kampala, la capitale ougandaise. Au delà de Bunagana, en dehors du passage au poste frontalier, rien ne pouvait montrer à ces innocents que nous étions dans un autre pays.

L'héritage colonial est une donnée utile pour quiconque veut comprendre les frontières si jamais pareille volonté se manifestait. Dans mon village, j'en ai vu des limites entre les exploitations agricoles paysannes traditionnelles. J'ai dû aussi assister à des palabres entre voisins autour des limites des champs. Une variété particulière d'arbre est utilisée par tous les villageois pour partager les champs.

Par rapport au concept de frontière, je me suis un peu amusé à fouiller dans le dictionnaire des synonymes : voici mes résultats: limite, borne.

Pour beaucoup " frontière et transfrontalièreté" sont des concepts difficiles, un peu barbares. Tout juste deux concepts de trop. Après ceux de "démocratie", "de société civile", de "nationalité". Tous ces mots " nouveaux" qui ne figurent nulle part dans mes cours ni dans mes cahiers d'écolier.

Un peu comme le panafricanisme qui n'existe que difficilement en dehors de certains bureaux cossus et dans les bouches des diplomates. Depuis l'avènement de l'AFDL la question est cependant très suivie par les "experts du Congo, ex Zaïre"-

Ce n'est sans doute pas du tout un héritage colonial. Plutôt une réaction aux réflexes coloniaux d'avant les années 60.

Les champs, je sais que cela est une réalité pour chaque paysan. Il est normal que leur partage soit une réalité également. Quant au "pays" qu'est ce à dire? Suis-je Nyanga ou Hunde? ou les deux ? Pourquoi y a-t-il des Bakusu originaires de Walikale? Et des Bafuna à Nyassi?(à une douzaine de km de Walikale). Quelles sont les frontières des peuples Hunde, Nande, Nyanga, Kusu?

Comme dans les villages, les frontières des pays sont à la base des conflits depuis la nuit des temps. Et plus ton champ est fertile, plus tu auras des ennuis. Avec tes voisins, avec le roi, dans ta propre famille... Les paysans de Renga dans la collectivité des Bahunde en savent quelque chose: c'est pourquoi ils réclament le maintien du chef coutumier intérimaire actuel.

Même les frontières de ce qu'on appelle les Grands Lacs ne sont pas si évidentes que ça. En Afrique de l'Est, les Great Lakes vont du Kenya au Congo Démocratique, vu de Bukavu il s'agit plutôt des pays membres de la fameuse CEPGL.

La démocratie, la nationalité, la société civile, les gens simples dans ce pays savent à quoi cela a mené. " Vous venez encore?" s'exclament les paysans, honnêtes gens, quand ils accueillent malgré eux les cadres des ONG(D) qui débarquent dans leurs voitures 4X4. Ils se rappellent de beaucoup de belles paroles et ne comprennent pas à quoi sont dues toutes ces contradictions entre les espoirs démocratiques annoncés depuis la Conférence Nationale Souveraine (CNS) et les dures réalités du Kivu.

A qui profitera tout cela, à quoi nous mèneront ces nouveaux concepts, produits des intellectuels africains? Pourquoi la transfrontalièreté? Pourquoi pour et pourquoi contre? Quels conflits donc? Et la paix dans les pays des Grands Lacs, quel parti tirera-t-elle de ces nouveaux concepts? Quels atouts aussi? Quels intérêts ?

Il faudra alors des lois. Quelles lois? Et la paysannerie dans tout cela? N'est elle pas déjà transfrontalière? Entre paysans Kakwa du Congo et de l'Ouganda, entre Banyarwanda du Kivu et du Rwanda, entre Lunda du Katanga et de Zambie, entre Swami de l'est ougandais et du Kenya voisin.

Que faut -il faire? Des lois encore ? Peuvent -elles passer?

La frontière au sens du panafricanisme des peuples pourra - t-elle survivre devant l'intolérance ethnique? Quel modèle pour l'Afrique des Grands Lacs? La salade canadienne ou la fondue américaine? Encore des mots barbares pour dire simplement qu'au Canada les immigrants ont la latitude de garder leur nationalité d'origine tandis qu'aux Etats Unis par contre, une fois accédé à la nationalité, vous vous perdez dans l'identité yankee comme les autres peuples.

L'Union Européenne est elle un modèle? L'Inde l'est sans doute avec ses gouvernements locaux, sortes de "Chembe Chembe" d'origine traditionnelle très enracinés dans les mœurs politiques ?

Pourquoi ne créons-nous pas notre propre modèle? Un véritable projet commun! Tout dépend de nous autres intellos, le bien et le mal de cette sous-région dépendent de nous.

La misère elle, est sans frontières, c'est un fait! Le bonheur aussi. Et les deux dépendent des faiseurs des frontières. D'eux découlent la qualité de notre vie à l'intérieur des frontières artificielles ou non; modernes ou non, contestables ou non.

Nos regards se croisent sans doute quelque part sur les frontières ou peut-être ils seront parallèles entre deux frontières.

Une chose dont je suis sûr c'est bien la nécessité de réduire les frontières de l'égoïsme des intellectuels.

Et la paix? Elle dépendra encore très longtemps de notre capacité de regarder nos problèmes en face, de gérer nos défis très changeants!

Isolée, la transfrontalièreté, en dehors de toutes les solutions manquées, de tous les rendez-vous ratés avec l'Histoire, de notre voyage inachevé vers nous-mêmes, et de notre projet de vie commune jamais élaboré ,la transfrontalièreté ne sera qu'un mot de plus, un concept de trop dans un univers de guerre verbale aux frontières aussi étanches qu'artificielles.

Batabiha Bushoki
janvier 1998

6. AU-DELA DES CLICHES ETHNIQUES: QUELLE BASE IDENTITAIRE?

Au cours de ces dernières années, les atrocités qui se déroulent dans les deux vieux pays nation au cœur du continent africain, le Rwanda et le Burundi, et plus récemment à l'Est du Congo Démocratique, continuent d'attirer l'attention des médias internationaux. La barbarie, les violences meurtrières et les génocides que les deux premiers pays ont connu ont érigé leurs populations en frères ennemis irréconciliables. Pourtant dans ces pays des Hutu, Tutsi et Twa: ils parlent la même langue, partagent la même religion traditionnelle, gardent les mêmes traits culturels, se marient entre eux, et vivent sur un même territoire depuis la nuit des temps. A défaut d'être des ethnies, ni des races distinctes proprement dites comme l'ethnographie coloniale le prétend, qui sont-ils pour s'étripier jusqu'au dernier? Si ce n'est trop tard, il revient aux libres penseurs Hutu, Tutsi et Twa de s'interroger sérieusement sur leurs propres identités respectives pour sauver ce qu'ils ont en commun. Les réflexions qui suivent sont celles d'un Tutsi qui s'interroge sur son identité et par extension celle de son groupe et qui n'engage que lui seul.

Si le groupe tutsi en tant que tel n'est pas une race, ni en l'occurrence une ethnie quels sont les signes d'identité et de reconnaissance propres et internes au groupe? En d'autres mots y a-t-il une "tutsiité" et qu'est ce qui le distingue du hutu ou du twa s'il faut mettre à épreuve la logique de la différence? Le recours aux préjugés physiques du Tutsi au long nez et à la grande taille, aux qualités naturelles d'intelligence et de combativité face à l'adversité, aux valeurs négatives de mensonge et de fourberie etc ... font partie du catalogue anachronique de la logique de différence, justement à la base du schéma raciste que nous aimerions voir éradiqué. Un réalisme s'impose, le long nez, la grande taille, l'intelligence ou la bravoure ne sont pas les qualités propres à un groupe humain ou ethnique donné. On retrouve des hommes ou des femmes au long nez, à grande taille, intelligents et braves partout ailleurs en Afrique. Et nul ne dira que ceux qui s'identifient tutsi dans les Grands Lacs ont tous un long nez, une grande taille et sont intelligents, menteurs et rusés. Donc en définitive la "tutsiité" c'est quoi?

L'adéquation facile des Tutsi au pouvoir politique et à la domination économique dans les deux vieux pays nations des Grands Lacs, le Rwanda et le Burundi, occulte une réalité admise et scientifiquement prouvée de la flexibilité entre les catégories sociales du Tutsi, Hutu et Twa. Au Rwanda, il a été prouvé qu'un Twa ayant les faveurs de la cour pouvait non seulement défendre le pays comme étant sien au même titre que les autres combattants hutu et tutsi, mais aussi conclure un contrat matrimonial avec une fille de la "noblesse" tutsi. Ce fut le cas du Twa BUSYETE ancêtre du clan des BASYETE dans lequel on reconnaît sans aucun complexe un métissage entre les tutsi de la cour et les twa. Il semblerait que parmi les hauts officiers de l'Armée Patriotique Rwandaise on dénombre de Basyete. Aussi il a été prouvé qu'un riche hutu pouvait devenir tutsi et entretenait des contrats matrimoniaux avec les autres riches tutsi et qu'un pauvre tutsi pouvait devenir hutu et se marier avec les autres hutu. Cette fluidité entre catégories sociales est indéniablement une forme d'intégration et d'interaction entre rwandais d'avant la conquête coloniale qui

va à l'encontre du schéma des races distinctes de hutu, tutsi et twa que certains défendent depuis la colonisation et qu'on semble avoir intériorisé dans l'ère de la post-colonisation. Il va sans dire que l'appui des colonisateurs sur des chefs tutsi pour occuper et administrer le pays, l'introduction de l'école comme nouvelle forme de socialisation aux seuls enfants des chefs tutsi, et partant comme un nouveau instrument d'accès à la connaissance et aux postes administratifs rémunérés sont autant d'éléments qui ont contribué à figer le complexe de la "tutsiité" comme "race des seigneurs" supérieurs et dominateurs et le complexe de la "hutuité" comme "race des roturiers" et simples agriculteurs à la merci de "l'aristocratie" tutsi. Et ici on comprend la lecture du modèle de la révolution française que certains missionnaires dans les années cinquante ont utilisé comme grille d'interprétation et d'inspiration et la fameuse révolution sociale subséquente.

En fait pourrait-on dire que le début d'une conscience de la "tutsiité" au Rwanda commence avec les violences meurtrières et la chasse aux tutsi au nom de la révolution sociale en 1959-1960, le mini-génocide à Gikongoro en 1963, les persécutions et massacres en 1973, et l'exclusion des tutsi des écoles, de l'administration et de l'armée durant les deux Républiques? Le refus catégorique du retour des réfugiés Tutsi installés en Ouganda, en ex-Zaïre, au Burundi et en Tanzanie sous prétexte que le Rwanda est surpeuplé démontre le degré d'intériorisation du schéma raciste d'un tutsi étranger qui ne peut en aucun cas prétendre que le Rwanda soit un "homeland" pour lui au même titre que les autres rwandais. Le génocide des tutsi rwandais en 1994 et surtout l'absence du sens de culpabilité de la part des commanditaires et exécutants de cette horreur inouïe sont venus consacrer ce racisme tropical au nom duquel les rwandais se sont érigés en ennemis naturels jusqu'à l'extermination.

Cette menace collective allant jusqu'au génocide d'une partie des Rwandais tués parce que différents, accusés d'être étrangers et surtout "dominateurs", est à la base de la question de survie collective des tutsi dans l'ensemble. Les survivants sont unis par ces référents négatifs de persécutions, d'extermination physique et surtout du génocide de 1994. Peut-on définir la notion de "tutsiité" sur base de référents négatifs? Je ne crois pas. Pas plus qu'on ne peut voir et juger tous les Hutu sur base de ces mêmes référents négatifs.

Cependant, ces référents négatifs sont pour beaucoup de Tutsi la base d'un fort sentiment d'être et d'appartenance à un groupe partageant une même destinée au plus tard depuis juillet 1994 avec la victoire du FPR sur le gouvernement génocidaire du premier ministre Kambanda et le Président Sindikubwabo. Selon plusieurs témoignages concordants beaucoup de Tutsi ont ressenti pour la première fois le sentiment d'exister pleinement, d'être une personne ayant la même dignité que quiconque. Ce qui suppose la longue traversée dans le désert d'une dignité de personne niée ou bafouée. En fait ce "sentiment d'être" à lui seul suffirait comme événement fondateur d'une mémoire collective, ou comme pierre angulaire dans la longue marche de la construction de l'identité du groupe. Une identité qui devra toujours refléter les richesses des diverses particularités régionales et nationales, ainsi que les différences d'évolution des Tutsi selon les pays où ils résident.

Ce début de conscience identitaire tutsi a aussi des effets négatifs. Pour certains, elle semble remettre en cause l'appartenance des Tutsi congolais à leur nation. Les récents événements au Congo Démocratique le montrent. La rébellion ou plutôt la guerre de libération conduit par l'actuel Président Laurent Kabila a commencé en septembre 1996 comme une guerre de reconnaissance des Tutsi du Sud-Kivu, communément appelés Banyamulenge, menacés d'exclusion à l'instar de leurs frères Tutsi du Nord-Kivu. La victoire de Kabila en mai 1997 a été vue et interprétée comme une revanche Tutsi, fer de lance des troupes de Kabila durant la guerre de conquête à partir de l'Est du Congo. Si revanche il y a, le paradoxe est qu'au moins vingt mille Tutsi congolais originaires du Nord-Kivu croupissent encore dans les camps des réfugiés au Rwanda, se font régulièrement massacrer par les milices hutu Interahamwe et ex-FAR (cfr l'attaque du camp de Mudende le 22 août et dans la nuit du 10 au 11 décembre 97), et ne cessent de demander aux autorités du Congo Démocratique et au HCR de les rapatrier pour au moins mourir chez eux. Avec la victoire de Kabila, les mythes d'un empire hima depuis l'Ouganda jusqu'à l'Atlantique et de domination hamite sur les bantou ont resurgi sur la scène. L'anti-tutsisme qui aujourd'hui n'a rien à envier à l'anti-sémitisme, longtemps en mal de preuve et confiné pour la plupart dans la sous-région des Grands Lacs, retrouve désormais une assise idéologique de justification et un aire géographique de recrutement beaucoup plus large.

En effet, ce racisme tropical, pour reprendre l'expression de Jean Pierre Chrétien, tire son origine dans le schéma classique de la division des africains entre bantou, hamites et twa dans cette région. Un schéma en vogue dans l'Europe du XVIII^e et XIX^e siècle et voire même du XX^e. Ce schéma commence avec les Allemands quand ils découvrent la région. Il a été repris par les Belges et par les deux régimes républicains de Kayibanda et Habyarimana. Les notions de hutu, tutsi, et twa alors considérés comme des catégories sociales dans le Rwanda ancien sont devenues trois races distinctes: deux races autochtones se différenciant par une division du travail entre les agriculteurs hutu et les cueilleurs twa, et une race hamitique d'éleveurs, étrangère à la région, ayant du sang caucasien et donc européen dans un corps noir, aux traits physiques résolument distincts de ces deux races autochtones, n'ayant d'autres ambitions que de dominer les deux dernières.

Ce schéma raciste désormais intériorisé par les Rwandais eux-mêmes et par les autres groupes de la région est un credo soutenu et défendu par certains Européens et en l'occurrence certains missionnaires qui ont contribué à le vulgariser. Comment parler de la réconciliation sur fond d'une telle exclusion dans le cas rwandais, comment initier une culture de négociation entre divers groupes ethniques sur fond d'une telle exclusion dans le cas congolais? En l'absence d'un Etat nation capable d'assurer à tous les citoyens les mêmes droits et devoirs, c'est le concept même de citoyenneté qui est mis en question.

On ne peut plus rêver, il faut du réalisme. Dans cette Sous Région des Grands Lacs aux imbrications sociales, politiques, et économiques multiséculaires, il faut absolument initier la construction des Etats de droit dans lesquels l'espace politique national que le citoyen pourrait occuper soit bien défini et délimité géographiquement. Mais que par contre les espaces économiques et culturels soient ouverts à la libre circulation des biens et des personnes. Le modèle de la construction de l'union européenne pourrait être en dépit de ses progrès difficiles une inspiration pour les Grands Lacs. Encore

faut-il ne pas sous estimer la longue durée de la construction des identités nationales qui précède le saut en avant sur la scène internationale. Effectivement, dans un cadre des Etats de droit, les différentes communautés dans la Sous-Région des Grands Lacs devront se livrer une lutte pour que chacun ait sa part du gâteau économique et sa position d'influence politique tout en sauvegardant l'âme de la communauté nationale, bref son identité dans laquelle ses citoyens se reconnaissent.

Pour arriver à cette conscience nationale qui ne se perd pas dans les méandres de la complexité internationale, les nations qui y sont arrivées ont aussi traversé le long désert de l'exclusion, des guerres, du compromis et enfin aboutir à la négociation sur base d'intérêts. Un cas d'école que les Grands Lacs ont tout intérêt à considérer sereinement. Car comme le dit Michel Onfray (1997), "l'enfer vécu et habité rend légitime et désirable un monde où l'on tâcherait d'éviter le retour de ce qui, de près ou de loin, peut lui ressembler".

Aloys TEGERA
Janvier 1998

7. REGARD DES AUTRES

Cet article est paru pour la première fois dans la revue trimestrielle "Histoire de développement" du Centre International d'Etudes pour le Développement Local (en sigle CIEDEL) en mai 1996

La notion de frontière (*)

La frontière est à la fois limite, lieu d'affrontement et espace de négociation,

Par Louis ASSIER-ANDRIEU, CNRSS-EHESS.

La notion de frontière dégage un sentiment de sécurité qui s'évanouit au fur et à mesure que l'on s'approche de ses conditions d'élaboration et que l'on prend conscience de sa relativité.

Dans son acception la plus familière, la frontière signe une ligne de partage entre des espaces souverains, elle signale le point où expire la compétence territoriale d'un Etat pour laisser place à celle d'un autre Etat (1). Les frontières rythment le concert harmonieux des nations. Douter de leurs tracés c'est instiller l'incertitude, le doute, l'insécurité, la guerre. Ce qui soutient la frontière, dans cette conception, c'est l'idée d'une souveraineté territoriale, idée moderne par excellence selon laquelle une autorité n'a d'autre source que sa propre volonté et d'autres limites que celles de son extension institutionnelle dans un espace géographique (2).

Un espace à trois dimensions

On ne saurait introduire la notion de frontière et les problèmes qu'elle soulève sans s'attacher à l'histoire du mot ou, plus adéquatement, à son espace sémantique. Il en va de la frontière comme de l'ensemble des enjeux fondamentaux de l'organisation des sociétés humaines et de leurs configurations culturelles. La succession de ses apparences dominantes - du front de colonisation au front guerrier jusqu'à la ligne de paix entre Etats souverains - ne saurait répudier totalement ses manifestations plus anciennes. Le syncrétisme fait loi. Le sens moderne que nous prêtons au mot ne doit pas nous priver de considérer la signification plus large de ce que "frontière" veut dire. Trois dimensions semblent émerger avec clarté et coexister pour donner vie et densité à ce terme: circonscrire, s'affronter, communiquer.

Circonscrire

Circonscrire, consiste à identifier le ressort spatial de quelque pouvoir que ce soit. Il existe des trajectoires nomadiques, voire, comme chez les Aborigènes d'Australie, guidées selon des principes oniriques. L'Occident a progressivement forgé, pour l'administration de sa religion, de son droit, de sa fiscalité, une sorte de culte de l'encerclement linéaire dans des lieux d'exercice du pouvoir tendant à inscrire dans le paysage, dans le sol, les repères de celui-ci. Tôt s'impose la recherche de la ligne la plus droite possible, l'idéologie du "pré

carré". Concrètement, on élèvera des haies, on creusera des fossés, pour marquer l'extension d'une seigneurie. On investira des lieux singuliers d'une puissance limitrophe, que ces lieux soient donnés par la nature (un chêne ou un orme isolé), ou bien construit par l'homme (une pierre levée, un calvaire), en postulant par convention que ces bornes symboliques sont reliées entre elles par d'invisibles lignes continues (3). La tradition des circonscriptions en textes ou en cartes sera d'œuvre tardive: on recourt encore dans maintes zones de montagne à la mémoire symbolique des vieillards pour attester, devant l'administration, des limites réelles des communes.

S'affronter

S'affronter, est le sens originel du mot "frontière": le résultat de l'opération militaire consistant à faire front, à "faire frontière". Au début du XIV^e siècle, on confère aux limites une importance militaire, on les destine à la protection du royaume qui introduit l'avènement de la souveraineté territoriale (4). Continu (par des tranchées, des barrières) ou discontinu (par l'établissement de places fortes), le tracé de la frontière épouse les règles de la guerre et l'évolution des stratégies militaires. Sur ces bases se construiront des frontières modernes, munies de leurs idéologies de soutènement, en tant que points de rupture, définis par l'échange de forces contradictoires, entre deux entités politiques distinctes mais analogues, communément liées par une même rhétorique juridique de l'affirmation de la souveraineté étatique.

Communiquer

Toute délimitation, c'est là un autre paradoxe, à la fois sépare et unifie. La frontière institue ainsi une zone, un espace intermédiaire. Nous avons le souvenir des "marches" médiévales qui ménageaient l'éloignement de l'Islam et de la Chrétienté, en amenuisant les possibilités d'affrontement. C'est le sens primitif du limes romain qui désignait un sentier entre deux champs, un intervalle, un lieu de communication logé entre deux espaces interdits (5). Sous ce jour la frontière est un lieu vierge, un site de neutralité, un "no man's land": un territoire privilégié pour la négociation, la rencontre entre "nous" et "eux", la célébration de la paix, la recherche de la justice. Les zones frontalières sont riches de rituels anciens perpétués et actualisés jusqu'à nos jours: échanges de cadeaux, fêtes et danses pour marquer l'entrée de troupeaux espagnols en territoire français dans les Pyrénées catalanes, ou, à l'autre extrémité de la chaîne, au Pays Basque, conjuration de conflits passés par l'apposition des mains des édiles sur la borne étatique aux cris de "Patz Abant!": dorénavant, la paix (6).

La plus dure soit-elle, la plus "naturelle" paraisse-t-elle, une frontière ne laisse jamais oublier à qui la scrute avec attention, avec précision et avec rigueur qu'impose l'abandon de nombreux préjugés, qu'elle est aussi une structure de dialogue.

Un horizon problématique

La frontière devient une question, ouvre un horizon problématique, dès lors que ses liens avec la souveraineté étatique et leur formalisation comme un périmètre fini sont rangés parmi l'éventail des moyens permettant aux sociétés humaines de "se reconnaître". Un dispositif spatial est ainsi, pour Marc Augé, une commode représentation culturelle qui

exprime à la fois l'identité du groupe - ce qui le fonde, le rassemble et l'unit - et "ce que le groupe doit défendre contre les menaces externes pour que le langage de l'identité garde un sens" (7). Aux époques anciennes, nous rappelle Benveniste dans le même esprit, "toute appellation et caractère ethnique est différentielle et appositive": L'ethnique, l'identité de groupe, se construit, se définit, se renforce, par contrepoint avec l'ethnique opposé (8). Entre les deux se déclinent, de la guerre à la paix, les variations inventives de l'animosité, du pacte ou de la coopération.

Quand Thomas More fait d'une figure insulaire le lieu idéal de la société politique, il le nomme Utopie, littéralement "ou- (non) topos (lieu)" (9). Une île n'a pas de frontière car ses limites ne souffrent aucune ambiguïté. L'organisation humaine qu'elle abrite peut être absolue car soustraite au problème de définition interne qu'impliquerait l'existence de confins extérieurs. A contrario cette représentation imagée nous invite à saisir la nature paradoxale de la frontière qui, comme toute norme, n'existe réellement que dans la mesure où sa transgression est susceptible d'en affirmer la force. Utopie constitue ainsi "la figure plurielle du travail de la limite" (10). Cette dernière est en effet par définition soumise à un constant travail d'élaboration en rapport avec les évolutions mêmes des champs qu'elle semble clarifier (11).

L'extrême valorisation contemporaine de l'individualisme - cette idéologie réductrice de l'espèce humaine à l'un quelconque de ses échantillons indivisibles (12) - revitalise la problématique des frontières en lui restituant la densité qu'avait pu oblitérer, un temps, l'image dominante des souverainetés territoriales. A mesure que se conforte l'individu souverain, rêvé par les Lumières, porté à maturité par la globalisation du libéralisme, et que s'efface le poids des certitudes inscrites dans le sol, se pose instamment la question des classifications autorisant concrètement le repérage de soi parmi les autres. A moins d'accepter pour horizon inéluctable de l'universalisme moderne le dépérissement du "social organique" (familiales, communautés, tribus...) au profit de la multiplication des espaces de désidentification (supermarchés?) que Marc Augé qualifie de "non lieux de la contractualité solitaire" (13).

Entre nous et eux

L'enjeu de la notion de frontière échappe aux spécialisations disciplinaires sans jamais affecter la vocation de chacune d'entre elles à en traiter. Histoire, géographie, philosophie politique, sociologie et anthropologie ont matière à converger vers l'entendement des raisons et des processus multiples qui amènent à repenser, à l'instar de Robert Castel, les limites mêmes de l'objet de leurs assiduités: l'appartenance à un même ensemble social (14). Si nous acceptons de tenir l'idée de frontière pour un terme générique désignant une forme de délimitation d'un espace territorial, social ou culturel permettant de créer une séparation entre "nous" et "eux", la césure ainsi pratiquée assume une fonction classificatoire qui implique, par le dualisme qu'elle instaure, les conditions d'une communication entre les parties du couple antithétique.

Les moyens d'opérer la coupure sont contingents. Le sociologue Fredrik Barth l'avait très justement souligné: un groupe se définit en instrumentant des symboles significatifs de sa différence, il n'est pas instrumenté par eux (15). Les "frontières naturelles" des Etats relèvent d'une idéologie géographique parmi d'autres (16). En la matière il n'y a rien, affirmait Lucien Febvre, "d'imposé à la politique par la géographie" (17). De même, la mise en avant des attributs divers par lesquels affirmer la personnalité d'une culture, la langue ou les croyances religieuses au premier chef, fonctionneront comme autant de procédures destinées à fonder l'identité recherchée sur des bases d'autant plus défendables qu'elles paraîtront objectives. Ainsi se dessine l'espace fonctionnel d'une doctrine revenue récemment au devant de la scène en dépit de ses origines troubles: la "géopolitique" (18). Il faut entendre sous cette qualification l'ensemble des arguments, structurés en faisceaux de justifications, qui ont en commun de légitimer les prétentions d'une société politique à inscrire son pouvoir dans un espace social ou territorial déterminé en vertu des critères qu'elle mobilise pour asseoir son identité. Toute frontière, dans cet esprit, est le résultat d'une géopolitique et des géopolitiques qu'elle appelle en réponse.

*) cf. ASSIER - ANDRIEU, *La Notion de Frontière*, in *Histoires de Développement, Hommes et espaces* n°33, mai 1996.

- (1) C. Rousseau, Droit international public, Dalloz, 1979, p. 137.
- (2) cf. L. Dumont, Homo Aequalis II. L'idéologie allemande, Paris, Gallimard, 1991, p. 38.
- (3) cf. B. Guenée, "Les limites de la France", in M. François, La France et les français, Paris, Gallimard, 1972, pp. 50-69 et "Des limites féodales aux frontières politiques", in P. Nora, Les lieux de mémoire. II, La nation, vol. 2, 1986, pp. 11-13.
- (4) Selon B. Guenée, la première utilisation du mot dans son acception actuelle figure dans un texte disposant sur la sécurité du royaume de France dans le Val d'Aran (circa 1312) que l'on qualifie: "in frontariam Aragonie", art. cit. 1972, p. 61.
- (5) L. Marin, "Frontières, limites, limes: les récits de voyage dans l'Utopie de Thomas More", in Frontières et limites. Géopolitique, littérature, philosophie, Paris, Centre Pompidou, 1991.
- (6) cf. le film de L. Bazin, Patz Abant, "La paix dorénavant", Ellipse / France 3, 1995.
- (7) M. Augé, Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité, Paris, Seuil, 1992, p. 60.
- (8) E. Benveniste, Le vocabulaire des institutions indo-européennes, Paris, Minuit, 1969, 1, p. 368.
- (9) Th. More, De Optimo Republicae statu, deque nova insula Utopia, Bâle, 1518. (10) Art.
- (10) cit., p. 112.
- (11) cf. par exemple pour la psychanalyse la doctrine des cas "borderline" (voir J. Laplanche et J. B. Pontalis, Vocabulaire de la psychanalyse, Paris, PUF, 1988, p. 59).
- (12) cf. L. Dumont, Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne, Paris, Seuil, 1983, p. 274.
- (13) M. Augé, op. cit., p. 119.
- (14) R. Castel, Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat, Paris, Fayard, 1995, p. 22.
- (15) F. Barth, Ethnic Groups and Boundaries, Boston, Little, Brown, 1969, p. 15.
- (16) Voir pour la légitimation des limites de la France au XVIIe siècle, O. Ranum, Artisans of Glory. Writers and Historical Thought in XVIIth century France, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980.
- (17) L. Febvre, La terre et l'évolution humaine, Paris, Albin Michel, 1922, p. 370.
- (18) Y. Lacoste décrit le singulier "blanchîment" de cette thèse jadis encouragée par l'Allemagne nazie puis devenue une discipline reconnue; cf. "De la géopolitique", in Frontières et limites, op. cit., pp. 13-38, voir également la doctrine originelle de K. Haushofer, De la géopolitique, trad., Paris, Fayard, 1986 et pour une vision moderne, clairement détachée du poids de ces racines, l'ouvrage encyclopédique de M. Foucher, Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique, Paris, Fayard, 1991.

Table de matière

Mot d'introduction

1. La marque indélébile de l' EIC
(Etat Indépendant du Congo)
2. "Notre chance dans cette région c'est que nous sommes tellement différents et complémentaires."

Interview avec le docteur Jo Lusi (Goura, 28/12/97)

3. Démocratie et gestion de conflits: ces nouveaux éléphants blancs.
Un travail interculturel s'impose
4. Gestion traditionnelle des conflits: Une enquête auprès des population
autour des volcans (Virunga).
5. Frontières et Transfrontariété.
6. Au-delà des clichés ethniques: quelle base identitaire?
7. Regard des autres: La notion de frontière

Imprimé par Pallotti-Press